



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA GIRONDE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES  
ET DE LA MER DE LA GIRONDE**  
Service des Procédures Environnementales

**ARRETE DU 27 JUIN 2012**

**Arrêté préfectoral portant renouvellement d'agrément des exploitants des installations de dépollution et démontage de véhicules hors d'usage par la société DECONS SAS sur la commune de BORDEAUX**

**Agrément n° PR 33 00005 D**

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

**VU** le code de l'environnement, son livre V, notamment le titre I, articles L512-3, R512-31, R515-37, R515-38, et le titre IV, articles R543-161, R543-162 et R543-164,

**VU** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment ses articles 19 et 21,

**VU** le décret n°91-732 du 26 juillet 1991 modifié relatif à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie,

**VU** l'arrêté ministériel du 19 janvier 2005 relatif aux déclarations annuelles des producteurs de véhicules, des broyeurs agréés et des démolisseurs agréés des véhicules hors d'usage,

**VU** l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage de véhicules hors d'usage,

**VU** l'arrêté préfectoral n°10936 du 16 février 1976 autorisant M. SUTRA Marcel à exploiter place Latule à BORDEAUX, un chantier de récupération de déchets de métaux ferreux et non ferreux, constituant un établissement de 2<sup>ème</sup> classe,

**VU** le récépissé n°12687 délivré le 4 juin 1986 à Monsieur Bernard DECONS, pour la poursuite de l'exploitation du chantier en lieu et place de Monsieur SUTRA Marcel et au conditions de l'arrêté préfectoral du 16 février 1976,

**VU** le courrier du 27 août 1997 faisant état du changement d'exploitant au nom de la société DECONS SA, en lieu et place de Monsieur DECONS Bernard,

**VU** l'arrêté préfectoral du 12 mai 2006 délivrant l'agrément n° PR33 00005 D à la société DECONS SA en vue d'effectuer la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage sur le site implanté au 1 place Latule à BORDEAUX,

**VU** la déclaration effectuée le 4 avril 2011 par la société DECONS SA pour bénéficier des dispositions de l'article L.513-1 CE relative à l'antériorité pour les rubriques 2712 et 2713 de la nomenclature des installations classées,

**VU** le dossier de demande de renouvellement d'agrément, présenté le 7 mai 2012 par la société DECONS SA, dont le siège social est situé 1701 route de Soulac, à LE PIAN MEDOC (33290), en vue de poursuivre les opérations de dépollution et de démontage des véhicules hors d'usage sur le site implanté au 1 place Latule à BORDEAUX (33000),

**VU** les éléments complémentaires apportés par l'exploitant dans son courriel du 16 mai 2012,

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 16 mai 2012,

**VU** la lettre préfectorale du 5 juin 2012 prenant acte du changement de raison sociale en société DECONS SAS,

**VU** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du 7 juin 2012,

Cité Administrative – B.P. 90 – 33090 BORDEAUX CEDEX

DÉCOUVREZ LA NOUVELLE ORGANISATION DE L'ÉTAT EN GIRONDE SUR [www.gironde.pref.gouv.fr](http://www.gironde.pref.gouv.fr)

**CONSIDERANT** que l'agrément n° PR33 00005 D avait été délivré à la société DECONS SA par l'arrêté préfectoral susvisé,

**CONSIDERANT** que la demande de renouvellement de l'agrément présentée par la société DECONS SA, le 7 mai 2012, comporte l'ensemble des renseignements mentionnés à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 susvisé,

**CONSIDERANT** que l'agrément est renouvelable dans les formes prévues par l'article 4 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 susvisé,

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de préciser l'origine et les quantités maximales admises des déchets qui peuvent être traités, conformément à l'article R515-37 du Code de l'environnement, ces précisions ne figurant pas dans les actes administratifs susvisés,

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de renouveler l'agrément à la société DECONS SAS dans les formes prévues par l'article R512-31 du code de l'environnement,

**SUR PROPOSITION** de la Secrétaire Générale de la Préfecture de Gironde,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 - Exploitant titulaire de l'arrêté**

La société DECONS SAS, dont le siège social est situé à LE PIAN MEDOC, 1701 route de Soulac (33290), ci-après désignée par « l'exploitant », est agréée pour effectuer la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage, pour les installations qu'elle exploite situées sur le territoire de la commune de BORDEAUX (33000), au 1 place Latule.

### **ARTICLE 2 - Délivrance de l'agrément**

L'agrément est délivré, par renouvellement, pour une durée de 6 ans à compter du 13 mai 2012.

### **ARTICLE 3 - Origine des déchets et les quantités maximales admises**

Conformément aux dispositions de l'article R515-37 du Code de l'Environnement, le présent arrêté prescrit à l'installation classée pour la protection de l'environnement les mesures suivantes :

- les VHU proviennent prioritairement d'une zone géographique comprenant la Région AQUITAINE et les départements limitrophes,
- les quantités maximales admises annuellement sont : 1 700 carcasses ou 1 600 tonnes.

### **ARTICLE 4 - Activité agréée**

L'exploitant est tenu, dans l'activité pour laquelle il est agréé au titre 1 du présent arrêté, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé au présent arrêté.

### **ARTICLE 5 - Renouvellement de l'agrément**

Si l'exploitant souhaite obtenir le renouvellement de son agrément, le titulaire en adresse la demande au moins six mois avant la date de fin de validité de l'agrément en cours.

### **Titre 1 - ARTICLE 6 - Affichage**

L'exploitant est tenu, d'afficher de façon visible à l'entrée de son installation son numéro d'agrément et la date de fin de validité de celui-ci.

### **ARTICLE 7 - Sanctions**

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions pénales et administratives prévues par le Code de l'Environnement et la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement à l'encontre de l'exploitant.

## **Titre 2 - ARTICLE 8 - Délais et voies de recours**

Conformément à l'article R514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

## **ARTICLE 9 – Publicité**

Le Maire de Bordeaux est chargé de faire afficher à la porte de la mairie, pendant une durée minimum d'un mois, un extrait du présent arrêté énumérant les présentes prescriptions, en faisant connaître qu'une copie intégrale est déposée aux archives communales et mise à la disposition de tout intéressé.

Un avis sera inséré, par les soins de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux du département et sur le site de la Préfecture de la Gironde.

## **ARTICLE 10 – Exécution**

- la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,
- le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- le Maire de Bordeaux,
- l'Inspecteur des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

et tous agents de contrôle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation leur sera adressée ainsi qu'à la société DECONS SAS.

Fait à Bordeaux, le **27 JUIN 2012**

Le **PREFET**,

Pour le **Préfet**,

~~la Secrétaire Générale~~

**Isabelle DILHAC**

### 1°/ Dépollution des véhicules hors d'usage

Afin de réduire toute incidence sur l'environnement, le titulaire est tenu de réaliser les opérations suivantes avant tout autre traitement :

- les batteries et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;
- les composants susceptibles d'exploser sont retirés ou neutralisés ;
- les huiles de carter, les huiles de transmission, les huiles de boîte de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, antigel et de frein, les fluides de circuits d'air conditionné ainsi que tout autre fluide présent en quantité significative sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties concernées ;
- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés dans la mesure du possible ;
- les éléments mentionnés comme devant être démontés dans l'arrêté pris en application du I de l'article R.318-10 du code de la route et qui ont été rendus identifiables à cette fin sont retirés.

### 2°/ Opérations visant à favoriser le réemploi, le recyclage et la valorisation

Le titulaire retire les éléments suivants du véhicule :

- pots catalytiques ;
- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium ;
- pneumatiques et composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableau de bord, récipients de fluides etc.) ;
- verre.

Le titulaire peut mettre en œuvre des conditions alternatives qui assurent au moins un niveau équivalent de protection de l'environnement. Il peut ainsi ne pas retirer ces éléments s'ils sont séparés lors ou à l'issue du broyage ou du découpage dans des conditions qui permettent leur recyclage en tant que matériaux.

Les opérations de stockage sont effectuées en veillant à ne pas endommager les composants et éléments valorisables ou contenant des fluides et les pièces de rechange.

### 3°/ Traçabilité

Le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R.322-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction.

Il est tenu de ne remettre les véhicules hors d'usage qu'à un broyeur agréé ou à toute autre installation de valorisation ou d'élimination autorisée à cet effet et assurant un traitement similaire dans un autre Etat, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage s'est effectué dans le respect des dispositions du règlement (CEE) n°259/93 du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la communauté européenne.

Les conditions de transfert entre le démolisseur agréé et le broyeur agréé doivent permettre la traçabilité de ces véhicules.

Le titulaire est tenu de délivrer au broyeur qui prend en charge le véhicule hors d'usage après traitement un exemplaire du récépissé de prise en charge pour destruction.

### 4°/ Réemploi

Le titulaire est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réemploi et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces de réemploi peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L.221-1 du Code de la Consommation.

### **5°/ Dispositions relatives au déchets**

Le titulaire élimine les déchets conformément aux dispositions des titres I<sup>er</sup> et IV du livre V du Code de l'environnement.

### **6°/ Communication d'information.**

Le titulaire est tenu de communiquer chaque année au Préfet du département de la Gironde et à l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, le cas échéant sous forme électronique, la déclaration prévue par l'arrêté du 19 janvier 2005 susvisé.

### **7°/ Contrôle par un organisme tiers.**

Le titulaire fait procéder chaque année par un organisme tiers à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions de son arrêté préfectoral et aux dispositions du présent cahier des charges. L'organisme tiers est accrédité pour un des référentiels suivants :

- vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n°761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;
- certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS Qualicert ;
- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le BVQI.

Les résultats de cette vérification sont transmis au Préfet du département de la Gironde.